

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Pose à M. le Ministre de l'éducation nationale une question relative à la Commission d'appel des centres d'apprentissage [13 juin 1947] (p. 2105). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative aux immeubles, occupés par des administrations publiques, dont la libération est ordonnée [13 février 1948] (p. 732). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux loyers; Art. 9: *Son amendement relatif au maintien dans les lieux pour les cours ou jardins* [2 mars 1948] (p. 1241); *le retire* (p. 1242); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales: *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2583, 2584, 2585, 2586, 2587). — Pose à M. le Président du Conseil, une question relative au nombre et à l'importance des immeubles libérés par les administrations publiques depuis 1947 [3 juin 1949] (p. 3128). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juin 1949] (p. 3906).

BERGASSE (M. Henry), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre: de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) Est élu vice-président de cette commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération écono-

mique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée); (Session du 7 décembre 1948) [30 novembre 1948] (p. 7302); (Session du 14 juin 1949) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à codifier les dispositions actuellement en vigueur entre propriétaires et locataires des locaux à usage d'habitation, **n° 765**. — Le 28 janvier 1948, une proposition de loi tendant à l'ajournement d'application de la loi du 7 janvier 1948 et du décret du 14 janvier 1948, ainsi qu'à la présentation par le Gouvernement d'un nouveau texte adapté aux capacités de paiement des contribuables, **n° 3163**. — Le 27 août 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, **n° 5405**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, **n° 6048**. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 5 juillet 1949, n° 49-874, relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 8656**. — Le 26 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 8843**. — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, **n° 9108**. — Le 24 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36, paragraphe premier, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 10032**. — Le 2 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre en ce qui concerne les dommages

causés soit par les troupes françaises et alliées soit par l'ennemi, n° 10167 — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de résolution : 1° de M. Fernand Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application des dispositions envisagées dans le protocole du 7 mars 1950 signé entre la délégation française et la délégation italienne pour l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie ; 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application du protocole signé le 7 mars 1950 entre la France et l'Italie et des accords relevant de l'union douanière et à remettre en vigueur des mesures de protection de la production française, n° 10234. — Le 27 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8196) tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun, n° 11777.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du territoire du Gabon (collège des autochtones) [30 janvier 1947] (p. 105). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*) ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Secrétariat de la Marine marchande, Chap. 403 : *Subventions à l'établissement national des invalides de la Marine* [18 juillet 1947] (p. 3209) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3307, 3308, 3309). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération : *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [30 juillet 1947] (p. 3720) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur par intérim* [26 août 1947] (p. 4659) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions industrielles, commerciales et artisanales, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (renvoi à la Commission des affaires économiques)* [9 août 1947] (p. 4149) ; — du projet de loi

portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Explications de vote sur la question de confiance (subventions au charbon)* [5 septembre 1947] (p. 4867, 4868, 4869). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Marseille le 12 novembre 1947 et les sanctions prises par le Gouvernement [13 novembre 1947] (p. 4997). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 novembre 1947] (p. 4999, 4500) ; la développe [18 novembre 1947] (p. 5063, 5064, 5065, 5066) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 5 : *Reconduction des crédits des budgets annexes* [27 décembre 1947] (p. 6383) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6385) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires ; Art. 46 : *Son amendement tendant à faire établir par la Commission de vérification des comptes un rapport sur le bilan des sociétés nationalisées* [30 décembre 1947] (p. 6613, 6614). — Prend part à la discussion du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr. : Art. 2 : *Ses explications de vote* [29 janvier 1948] (p. 292). — Dépose une demande d'interpellation sur le caractère rétroactif des quittances de l'Electricité de France [5 février 1948] (p. 450). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 février 1948] (p. 1614) ; [4 mai 1948] (p. 2496, 2497) ; la développe [21 mai 1948] (p. 2857 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal relatif aux bénéficiaires du maintien dans les lieux* [10 février 1948] (p. 576) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 13 bis : *Ses explications de vote sur l'article* [25 août 1948] (p. 6257). — Dépose une demande d'interpellation sur la hausse des prix et les mesures prises pour y remédier [12 février 1948] (p. 682) ; en modifie le titre [24 juin 1948] (p. 3947) — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation*) [17 février 1948] (p. 791) ; [2 mars 1948] (p. 1267). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 802, 803, 804, 805) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 février 1948] (p. 893) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la

République; Art. 3: *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa* [24 février 1948] (p. 1021, 1022); — du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 14: *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participation par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* [20 février 1948] (p. 943); Art. 19: *Amendements de MM Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France-Corse à la Compagnie générale Transatlantique* (p. 950, 951); Art. 25: *Amendement de M. Reeb relatif au statut du personnel des compagnies de navigation* (p. 955); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 956); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9: *Révision par décret des coefficients établis* [7 mars 1948] (p. 1522, 1523, 1524); Art. 5: *Amendement de M. Schauffler tendant à substituer le bénéfice réel à la notion de chiffre d'affaires* [8 mars 1948] (p. 1550). — du projet de loi portant aménagements fiscaux: Art. 17: *Amendement de M. Pinay tendant à ne publier que la liste des contribuables de mauvaise foi* [23 avril 1948] (p. 2250); — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme: *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2738, 2739); — de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (Crédits pour la S. N. E. C. M. A.): *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3163); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (coopération économique): *Discussion générale* [6 juillet 1948] (p. 4359 et suiv.). — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 9: *Son amendement relatif aux militaires non officiers ayant quinze années de service* [6 août 1948] (p. 5481); *le retire* (ibid.); Art. 32: *Son amendement relatif au droit à pension des veuves* (p. 5488); *le retire* (p. 5489); *Son amendement relatif au droit à pension des orphelins* (p. 5489); Art. 36: *Son amendement relatif à l'application de la loi du 14 avril 1924* (p. 5491); *le retire* (ibid.); Art. 58: *Son amendement tendant à élever le plafond en dessous duquel est autorisé le cumul des pensions* (p. 5495); Art. 61: *Son amendement relatif à l'allocation viagère annuelle* (p. 5497); — de la proposition de loi relative à la répartition des produits industriels; Article unique: *Son amendement tendant à remplacer la date du 31 août par celle du 15 septembre* [13 août 1948] (p. 5793); — du projet de loi

relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 8: *Amendement de M. Desson relatif au mode d'élection des délégués des conseils municipaux* [17 août 1948] (p. 5847, 5848); — du projet de loi portant ratification d'un accord franco-italien, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6021); — du projet de loi concernant la liquidation de biens et intérêts italiens en Tunisie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6025, 6026); Art. 4: *Amendement de M. Palewski relatif à la liquidation des biens indivis* (p. 6027); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 59: *Son amendement tendant à rétablir l'article augmentant les avances à la ville de Marseille* [20 août 1948] (p. 6081); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Article additionnel: *Amendement de M. Marin tendant à renouveler les conseils généraux en mai 1949* [25 août 1948] (p. 6217); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (investissements): *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6380, 6381); — de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Amendement de M. J. Duclos tendant à fixer la date du renouvellement en octobre 1948* [25 septembre 1948] (p. 6922, 6923); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 décembre 1948] (p. 7552); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949: *Discussion générale* (*Ses observations sur l'importance du budget, l'insuffisance des économies, la ruine économique et financière de la France, la faible production nationale, le lourd pourcentage de l'impôt par rapport au revenu national, la nécessité de réformes réelles dans le domaine fiscal*) [21 décembre 1948] (p. 7793, 7794, 7795, 7796); Art. 14: *Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer l'article* [23 décembre 1948] (p. 7926); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France: *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8167); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8326, 8327); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires

civiles 1949; (discussion en seconde lecture); Art. 18 bis : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement de l'article relatif au compte rendu semestriel de l'emploi des crédits* [31 décembre 1948] (p. 8342); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1123, 1124); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6 : *Amendement de M. Schmidt tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports* [31 mai 1949] (p. 2996); Art. 11 bis : *Autorisation de fabrication d'apéritifs à base d'alcool* (p. 3004); *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article* (p. 3006); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes; Art. 4 : *Amendement de M. Arthaud tendant à exonérer de droits de douane les appareils à l'usage des aveugles et à prévoir un crédit pour les livres en relief système Braille* [19 juillet 1949] (p. 4767); Art. 7 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima à l'article prévoyant la gratuité des transports pour les invalides* (p. 4769). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le statut des entreprises nationalisées* [19 juillet 1949] (p. 4793, 4794). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la radiodiffusion française; Art. 2 : *Etablissement d'une redevance sur les postes de télévision* [19 juillet 1949] (p. 4802, 4803, 4804); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels : *Discussion générale* [27 juillet 1949] (p. 5370, 5371); Art. 3 : *Amendement de M. Gazier tendant à prévoir à titre temporaire la prise en charge des agents de l'O. C. R. P. I. par l'Etat* (p. 5376); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5340); — d'une proposition de loi accordant des allocations au personnel des chantiers de Provence; Article unique : *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder des allocations de chômage pendant la fermeture des usines* [30 juillet 1949] (p. 5593); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6421). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Election d'un conseiller de la République représentant les Français à l'étranger*) [27 décembre 1949] (p. 7363). — Prend part à la discussion : du projet de loi de

finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Continuation du débat au-delà de minuit* [26 décembre 1949] (p. 7310); *Son amendement tendant à réduire les crédits d'investissements de 52 milliards 500 millions, montant du prêt accordé à la S. N. C. F.* [28 décembre 1949] (p. 7481, 7482); *le retire* (p. 7482); — du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement; Art. 2 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs à l'exécution des jugements rendus* [28 décembre 1949] (p. 7473). — Est entendu sur une demande du Gouvernement au sujet de l'affaire Revers-Mast [17 janvier 1950] (p. 281). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Amendement de M. Ramarony tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1080, 1081); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 3 : *Son rappel au règlement (Discussion de son amendement)* [24 mars 1950] (p. 2350); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 18 : *Emission de pièces de monnaie* [25 avril 1950] (p. 2822); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 mai 1950] (p. 3182, 3183); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction* [19 juillet 1950] (p. 5625). — Est entendu pour le règlement d'un incident (*Levée inopinée de la séance*) [5 mai 1950] (p. 3306). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Motion de M. Delcos constatant que les ministres ont agi dans l'intérêt national* [5 mai 1950] (p. 3313); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [14 juin 1950] (p. 4793); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FINANCES : *Discussion générale (Ses observations sur l'union douanière franco-italienne, l'élargissement des crédits à l'industrie privée et l'exploitation des souffrières*

françaises de Malvaisy [15 juin 1950] (p. 4857, 4858, 4859); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur l'importation de sucre tohèque)* [16 juin 1950] (p. 4923, 4929); Chap. 1000 : *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Comité économique interministériel)* (p. 4924); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Article additionnel : *Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés, présentée par M. Barangé* [24 juillet 1950] (p. 5872); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9702, 9703, 9704); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9941, 9942); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant une représentation distincte pour le petit commerce* [13 mars 1951] (p. 1848, 1849); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1260 : *Amendement de M. Lambert tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le comité supérieur du tarif des douanes (Accords commerciaux franco-espagnol et franco-italien)* [25 avril 1951] (p. 3697); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer l'article 4 bis de la loi du 5 octobre 1946 (Elections au régime de la représentation proportionnelle dans la Seine et la Seine-et-Oise)* [26 avril 1951] (p. 4063, 4064). = S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1613), [29 novembre 1947] (p. 5245), [15 mars 1949] (p. 1622). = Obtient des congés [16 mai 1947] (p. 1613). [29 novembre 1947] (p. 5245), [15 mars 1949] (p. 1622).

BERGER (M. Gilbert), *Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commis-

sion de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux, **n° 987**. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi tendant à faire disparaître une injustice causée à l'égard des collectivités locales dont les employés ont été frappés par les décrets-lois des 26 septembre, 18 novembre 1939 et 9 avril 1940, ainsi qu'en application des lois de Vichy des 17 juillet 1940, 30 août 1940 et 5 octobre 1941, **n° 1825**. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes, **n° 2823**. — Le 19 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Toujas et plusieurs de ses collègues tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion; 2° de M. Toujas et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre l'exécution de certains jugements d'expulsion, **n° 4255**. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'annulation de tous contrats de location d'immeubles passés entre les collectivités locales et l'administration des P. T. T., **n° 4270**. — Le 4 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'exonération de la taxe de prestations qui frappe les propriétaires de voitures automobiles dont l'attribution d'essence a été supprimée, **n° 4471**. — Le 2 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires ou occupants des chambres garnies et des chambres d'hôtels; 2° de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 4847**. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit « loi de Vichy » du 14 février 1941 qui fut ajouté à